

empiéter sur une marque de commerce établie depuis longtemps. On pourrait peut-être lui attribuer l'étiquette de programme "canadien"; alors le mérite n'en rejaillirait pas plus sur le ministère que sur l'opposition mais bien sur tous les partis de la Chambre; le programme serait peut-être voué à un succès plus certain par suite d'une origine dénuée de tout esprit de parti.

Cette question présente deux aspects que je veux traiter aussi brièvement que possible. Le premier, et de beaucoup le plus important, est celui-ci: Cette défense est-elle nécessaire?" L'autre, le second, concerne la méthode d'assurer cette défense. La première question est de beaucoup la plus importante; du moment qu'on en convient je me soucie peu que nous nous entendions tous sur les mesures à prendre pour assurer cette défense, car pareil accord serait presque impossible. Il est remarquable que la Chambre ne compte pas un seul représentant,—je ne crois pas faire erreur,—qui possède des connaissances réelles, pratiques, au sujet de la défense navale. S'il s'agit de droit, de médecine ou de questions militaires nous avons un grand nombre d'experts,—des hommes ayant qualité pour parler avec autorité,—mais non pas au sujet du problème qui nous intéresse parfaitement.

M. HANSON: Et le ministre donc?

M. NEILL: Il n'a pas, je crois, de connaissances personnelles en matière de marine.

M. GARLAND (Bow-River): Et l'honorable député de Lunenburg (M. Duff)?

M. NEILL: La pêche et la défense navale sont deux questions bien distinctes. Abordant le second aspect de la question je veux faire ressortir ceci: Il existe une forte divergence d'opinions, naturelle d'ailleurs, touchant les mesures à prendre pour assurer cette défense navale. D'aucuns préconiseraient l'achat ou du moins l'emprunt de navires de l'Angleterre. D'autres voudraient nous faire construire nos propres navires. D'autres encore sont d'avis que ce qu'il faut ce ne sont pas des vaisseaux de ligne, mais bien des avions, des sous-marins et peut-être le gaz,—mais je ne veux pas faire naître une controverse en discutant ces diverses opinions. Je l'ai dit tout à l'heure, il faut soumettre ces questions à des spécialistes. Il est cependant deux considérations que je tiens à souligner car il faudrait en tenir compte dans l'élaboration de tout projet de défense. La première, c'est que nous avons à Esquimalt, près de Victoria, un bassin de radoub qui sera bientôt parachevé au prix, si je ne m'abuse, de 7 millions de

[M. Neill.]

dollars. Ce bassin est d'importance vitale pour la marine anglaise dans les eaux du Pacifique. Sa présence serait d'une valeur inestimable si, en cas de guerre les vaisseaux de cette marine se trouvaient dans l'obligation d'être réparés; ils n'auraient pas besoin de rentrer en Angleterre. En cas de guerre les navires venant d'Angleterre se verraient peut-être forcés de passer par le cap Horn, car le canal de Panama pourrait être démoli dès le début des hostilités; aussitôt arrivés sur le littoral Pacifique du Canada ils seraient obligés d'entrer au bassin de radoub, car un vaisseau de guerre est une machine extrêmement délicate qui exige un soin et une attention constante. Donc la protection de ce bassin de radoub est de la plus haute importance. Et pourtant aujourd'hui il est exposé aux attaques du premier venu qui viendrait dans un canot automobile armé de quelques fusils; on pourrait facilement faire sauter le bassin. Il y a bien quelques vieux canons démodés montés sur les fortifications, mais en cas d'attaque leur besogne serait toute taillée pour se protéger eux-mêmes sans songer à défendre le bassin. Un autre point c'est que le golfe Barkely sur la côte ouest de l'île de Vancouver serait peut-être le point central de toute attaque contre le Canada, car c'est l'endroit où notre territoire s'avance le plus à l'occident; il est le plus exposé et manque particulièrement de protection. Il y a là un port naturel qui occupe le troisième rang parmi les plus grands ports du globe; le golfe pénètre à trente milles dans l'île de sorte que son entrée se trouve à trente milles de la côte occidentale; il y a là le terminus d'un de nos chemins de fer transcontinentaux. Il faudrait décidément lui fournir quelque protection et le bassin de radoub devrait être protégé contre les attaques venant tant de la mer que de l'air; les fortifications sur terre sont moins importantes.

Je parle de la côte du Pacifique parce que c'est la région que je connais le plus et aussi, dans une certaine mesure, parce que c'est là qu'il faut redouter davantage la possibilité d'une guerre. L'idée n'est pas de moi. Dernièrement encore le major McBrien, chef de l'état-major canadien a affirmé publiquement sa ferme conviction, fruit d'une étude approfondie et d'une connaissance intime de la question, que le théâtre de la prochaine guerre sera l'océan Pacifique. Autre raison: le Pacifique est plus éloigné de l'Angleterre. Une flotte peut traverser l'Atlantique de la Grande-Bretagne à Halifax, en, je suppose, quatre jours; la même flotte n'arriverait au Pacifique qu'au bout de deux ou trois, peut-être six semaines.